

Nouveaux indicateurs de bien-être ou qualité de vie et développement durable

Soumis par Sophie

Dernière mise à jour : 31-10-2009

Communiqué CoLLeCt-IF environnement Vendredi 23 Octobre 2009

Rapport Stiglitz et Sen - Fitoussi : le PIB et la Nature

Une Nation moderne doit connaître ses richesses naturelles et leurs évolutions, pour être en mesure de mettre les politiques adaptées aux enjeux du siècle.

On salue l'initiative française de rechercher, ce qui compte pour une Nation, pour une collectivité, de nouveaux indicateurs pour mesurer le bien-être ou qualité de vie et la « durabilité » des politiques conduites en s'assurant de la qualité et quantité de ce qu'elles transmettront aux générations futures. Le rapport de la Commission sur la mesure de performance économique et du progrès social met ainsi en lumière cette nécessité.

Si les individus doivent être remis au centre des analyses, par rapport à la précédente mesure des flux monétaires privilégiés par le PIB, il est néanmoins crucial de mesurer le patrimoine naturel d'une Nation et ses évolutions, en des termes non nécessairement monétaires. C'est indispensable pour comprendre nos interdépendances avec lui, ce qu'il apporte aux individus, aux sociétés, donc à leur économie.

Nous sommes entrés dans une ère de rareté des ressources naturelles, ce qui était inéluctable dans un modèle économique :

- Or la création de « richesses » se fonde sur l'exploitation « gratuite » et sans limites de la nature, la surexploitation de bien des ressources et la destruction des écosystèmes ou des services écologiques délivrés par la biodiversité ;
- Or la mesure des richesses est celle des flux monétaires, quel que soit ce qui les génère, notamment s'il s'agit d'activités destructrices des écosystèmes.

Les enjeux du XXI^e siècle ont changé : les représentations du réel et les outils qui permettent de les produire doivent donc être largement repensés. En effet, de nouveaux indicateurs sont plus que de nouveaux « thermomètres ». Ils révèlent ce à quoi une société, un pays, la France attribue de la valeur, ce à quoi ses communautés et citoyens portent attention, ils constituent tout le système d'informations qui s'échange entre acteurs et détermine au fond les politiques conduites.

Le rapport souligne l'importance de nouveaux indicateurs et la nécessité d'être ainsi capable de mesurer les pressions et la variation des stocks. Pour cela un effort de connaissance et de recherche est à engager immédiatement.

Si certaines collectivités éclairées commencent, la dynamique globale reste à lancer. Au-delà des seuls inventaires, une meilleure connaissance des interactions entre biodiversité et activités humaines est nécessaire et des programmes de recherche et d'expertises sont à lancer.

Il s'agit d'un outil politique du plus haut niveau, pour l'expertif, tous les représentants du Parlement et chaque citoyen qui peut conduire aux indispensables changements de perception. "Lorsque les instruments de mesure sur lesquels repose l'action sont mal connus ou mal compris, nous sommes quasiment aveugles" dit le résumé du rapport. S'agissant des écosystèmes, dernière roue du rapport, et pour lesquels il se contente de souhaiter des indicateurs physiques limités aux gaz à effet de serre, l'ambition est faible. Hélas, on ne peut concevoir d'outils pertinents que si et seulement si la question à laquelle ils doivent permettre de répondre est elle-même pertinente. Dans le cas présent, le compte n'y est pas. Pas encore, du moins.

Le rapport Stiglitz ouvre des pistes salutaires, elles ne pourront être rendues efficaces que si la recherche et la connaissance en ces domaines deviennent priorités nationales pour nourrir les nouveaux indicateurs. Rappelons que 2010 sera l'année internationale de la biodiversité !

